

**DELIBERATION N° 2018-06**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 30 JANVIER 2018**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,  
Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,  
Vu les statuts de l'UNS,  
Vu le règlement intérieur de l'UNS,  
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,  
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,  
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc Dalloz, Vice-Président du Conseil d'Administration.

Considérant que :

-Conformément à l'article 2 du Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.  
Et à l'alinéa 8° : Constituent une seule et même commune toute commune et les communes limitrophes, desservies par des moyens de transports publics de voyageurs.

-Lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, l'établissement, sur délibération du Conseil d'Administration, peut fixer des règles dérogatoires,

**Autorise le remboursement des frais de déplacement vers la commune de Villefranche-sur-Mer, liés aux seules missions effectuées dans le cadre de la recherche.**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le 7 février 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-06

TRANSMISE AU RECTEUR : **20 FEV. 2018**

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*